

SYLVIE GOULARD

« JE PENSE QU'UN JOUR ILS REVIENDRONT »

Et si cet épisode historique dans le long cheminement de la construction européenne était l'occasion de se poser les bonnes questions, de remettre à plat notre rapport aux institutions européennes ? Sylvie Goulard, eurodéputée convaincue des vertus de l'UE, attend le sursaut.

Propos recueillis par Marjolaine Koch

Le Brexit aura-t-il vraiment lieu ? Il faut que la situation soit clarifiée pour deux raisons : la démocratie d'une part, et les turbulences économiques et financières qui vont en résulter. Si l'incertitude se prolongeait, ce serait préjudiciable à tout le monde. Il faut enclencher la procédure prévue par le traité par le biais de l'article 50. C'est un article qui n'a jamais été utilisé, nous n'avons aucune référence. Mais objectivement, on ne peut pas organiser un référendum dont les débats ont été d'une violence inouïe, faire la Une des journaux du monde entier et puis ne pas le faire. Si les Britanniques ont besoin de quelques semaines pour clarifier la procédure interne, soit, mais on ne pourra attendre des mois. On a déjà brûlé des milliards de capitalisation boursière, des entreprises qui vont avoir à lever des fonds auront plus de mal à cause de la volatilité des marchés, c'est mauvais pour la croissance et l'emploi dans nos pays.

Cette crise du Brexit est-elle révélatrice d'un échec de la construction européenne ?

C'est révélateur d'un échec de l'interaction entre les États et l'UE. Je pense qu'il ne faut pas que le niveau européen se dérobe et je pense qu'il faut cesser d'accabler l'UE. Nous avons besoin d'avoir des leaders nationaux qui ne jouent pas avec la construction européenne et les intérêts non seulement de leur peuple mais aussi des peuples voisins, simplement parce qu'ils ont un petit problème à l'intérieur du parti conservateur.

Mais il y a aussi un dysfonctionnement dans nos pays : je suis absolument choquée que les autres Gouvernements et les institutions européennes n'aient pas fait une campagne forte pour faire rester le Royaume-Uni. Ils se sont tous dérobés au motif que si on était intervenu cela aurait été une intrusion insupportable et cela aurait apporté de l'eau au moulin du « leave ». C'est faux ! Je suis allée au Royaume-Uni, c'était une occasion de faire entendre des voix complètement exclues du débat. Ce n'était pas un référendum interne, c'était un référendum sur l'appartenance à un ensemble plus vaste. Il y a de sérieuses questions à se poser sur la manière dont nos démocraties prétendent bénéficier de tous les avantages de l'Europe sans se sentir jamais responsables au moins de la défendre un peu.

Justement en ce moment vous prenez le temps d'aller dans les médias, d'expliquer, vous êtes seulement une petite poignée de députés européens à prendre ce temps...

Il faut se poser une question : c'est quoi un Parlement européen ?



Est-ce que c'est juste un Parlement à un niveau plus élevé, est-ce qu'on envoie le même type de personne politique voire le rebut de la vie politique nationale ou est-ce qu'on essaie de sélectionner des gens jeunes, la génération Erasmus ? Que ce soit la droite, la gauche, le centre ou les verts, quand vous voyez comment la plupart des partis sélectionnent ses candidats, cela pose question. À mon avis, on a un problème de démocratie au niveau national, on ne peut pas continuer à élire les députés européens comme on le fait. L'autre jour un sénateur est venu me dire « Vous n'êtes pas élue au suffrage universel », c'est hallucinant ! Mais la perception est celle-là. Le Parlement européen a ses défauts, il n'est pas question de les nier, mais il faut que les citoyens sachent que la procédure pour adopter les règles européennes n'est pas le fait de bureaucrates. La Commission propose et le Parlement européen d'un côté, qui représente les citoyens, et le Conseil des ministres de l'autre, qui représente les États, font les lois. Et les deux chambres sont uniquement composées d'élus ! Il faut arrêter avec ces accusations de technocratie débridée : si la technocratie est débridée c'est que les politiques ne prennent pas leurs responsabilités.

Que peut faire l'UE pour sortir de cette crise par la grande porte ? Pour ne pas donner l'impression de punir le Royaume-Uni ?

Il ne faut pas punir mais il faut être ferme. On applique des règles de droit en essayant d'être intelligent et clairvoyant, nos intérêts sont imbriqués, nous n'avons aucun intérêt à nuire à la Grande-Bretagne : cela nous reviendrait comme un boomerang. Tocqueville, dans *De la démocratie en Amérique*, met en garde contre les dangers des décisions majoritaires. Il ne faut jamais oublier la minorité quand il y a une majorité. Nous avons là une minorité à 48 %, qui comprend presque tous les jeunes. On ne va pas les abandonner ni les punir. Il faut leur offrir autant que possible des perspectives de coopération avec l'UE. Je pense qu'un jour ils reviendront. Je pense que l'idée européenne est infiniment plus forte qu'on ne le croit en ce moment. Qu'elle est indispensable à cause de la marche du monde, parce que nous sommes en train de nous faire écraser. La Suisse est souvent présentée comme un modèle, on nous dit « Regardez, c'est un pays de petite taille, ils sont souverains ». Oui mais regardez de plus près : ils ont accepté des relations avec